

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative TRAVOT  
10 rue du 93ème RI - Bât A2  
85000 La Roche sur Yon  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 14 aout 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 06/08/2024**

Contexte et constats

Publié sur 

**SOLITOP**

Le Bois des Blettes  
85410 Saint-Cyr-des-Gâts

**Références :** D 24.0310  
**Code AIOT :** 0006301546

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/08/2024 dans l'établissement SOLITOP implanté Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOLITOP
- Le Bois des Blettes 85410 Saint-Cyr-des-Gâts
- Code AIOT : 0006301546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SOLITOP est autorisée par arrêté préfectoral du 28 février 2017 à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux sur la commune de Saint Cyr des Gats. L'autorisation de stockage est de 50 000 t/an de déchets pouvant subir une étape de stabilisation dans l'usine présente sur le site.

Un nouvel arrêté préfectoral du 30 mai 2024 autorise une extension du site avec la création de nouveaux casiers de stockage. Certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral précédent restent en vigueur jusqu'à la mise en service de ces nouveaux casiers.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière passive - Planche d'essai	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.3	Sans objet
2	Travaux de construction du bassin EP5	Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite avait pour objectif de contrôler les opérations servant à la qualification des argiles devant servir à la construction des futurs casiers de stockage autorisés par l'arrêté préfectoral d'extension signé en 2024. Cette qualification nécessite une planche d'essai réalisée sous assurance qualité, et en particulier des mesures de perméabilité in situ.

L'ensemble des travaux de réalisation de cette planche d'essai, jusqu'à la mise en place des appareils

de mesure de la perméabilité, a été suivi. Aucune observation n'a été formulée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Barrière passive - Planche d'essai

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 3.9.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3.9.3 - Barrière passive Le niveau de sécurité passive est constitué soit du terrain naturel en l'état, soit du terrain naturel remanié d'épaisseur minimum 5 mètres. La perméabilité de cette formation géologique est inférieure ou égale à $1.10^{-9}$ m/s. L'épaisseur de 5 mètres doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement. Suite aux conclusions des études géologique et hydrogéologique réalisées dans le cadre de la demande d'autorisation (Rapport ECOGEOS, Avril 2022) et ses annexes et validées par le tiers expert, l'exploitant procède à la reconstitution intégrale de la BSP à partir de matériaux naturels remaniés, traités présents sur le site ou par apport de matériaux extérieurs. Elle répond aux critères suivants : > fond d'un casier > présente une couche de perméabilité $k \leq 1.10^{-9}$ m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ; (...) L'épaisseur de 5 mètres doit être effective sur la totalité de l'encaissement après la prise en compte de tous les travaux d'aménagement. La détermination du coefficient de perméabilité s'effectue selon des méthodes normalisées. Des mesures et vérifications à l'aide de planches d'essais sont effectuées afin de vérifier si les objectifs de perméabilité sont atteints et une étude géotechnique confirme la stabilité de l'ensemble.
<b>Constats :</b>  L'inspection a assisté aux travaux de réalisation d'une planche d'essai destinée à qualifier les argiles nécessaires pour la réalisation des barrières passives des futurs casiers de stockage. Cette planche d'essai a été effectuée avec des argiles du site, sur une zone d'environ 50 mètres sur 20. Des bandes d'argiles ont été traitées avec une argile gonflante importée (bentonite) et un taux d'humidité contrôlé sur plusieurs couches. Ces bandes ont nécessité un épandeur d'argile gonflante, un malaxeur humidificateur, et un compacteur à pied de mouton vibrant. Les teneurs en argile gonflante et en eau de chaque bande vont permettre de retenir le protocole de réalisation des futures barrières passives. Cette planche d'essai a nécessité des moyens importants en engins de travaux publics (groupe EIFFAGE), et s'est déroulée sous le contrôle d'un maître d'œuvre indépendant (la société SETEC), d'un prestataire externe spécialiste dans les essais de sols (société HERCYNIA) et d'un bureau d'étude chargé de la réalisation des mesures de perméabilité (société SOCNA SOLS). Pendant chaque passe du compacteur, le bureau d'étude HERCYNIA a réalisé des mesures in situ de compacité (au gamma-densimètre), et effectué des prélèvements pour analyse en laboratoire des taux d'humidité. A la fin des travaux de terrassement, le bureau d'étude SOCNA SOLS a installé sur chaque bande de la planche d'essai, 2 appareils de mesure en forage à charge constante (norme NF X30-424) et 1 appareil à essai par infiltromètre (norme NF X30-420). La lecture des résultats nécessitant près de 10 heures, les résultats de la planche d'essai seront communiqués à l'inspection via les documents de traçabilité associés aux futurs casiers. Les opérations de mise en place de ces appareils ne font pas l'objet d'observation après examen des normes associées.



**Type de suites proposées :** Sans suite

## **N° 2 : Travaux de construction du bassin EP5**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/05/2024, article 9.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Article 9.2.3 - Collecte des eaux pluviales

Les eaux pluviales non en contact-avec les déchets sont dirigées vers plusieurs bassins de gestion des eaux pluviales :

(...)

Bassin de filtration

Bassin EP5 (versant Sud-Ouest, et exutoires des bassins EP2, EP3 et EP4) d'un volume minimal de 3 810 m<sup>3</sup> ;

Les bassins sont étanches.

**Constats :**

Lors de la visite du chantier de travaux, l'inspection a constaté la construction en cours du bassin EP 5, ainsi que du bassin de filtration. Le bassin EP 5 était quasiment terminé, les travaux de mise en place de la membrane étanche étaient juste commencés.



Le bassin de filtration n'en était qu'au stade du terrassement.

Ce constat ne fait pas l'objet de remarque.

**Type de suites proposées :** Sans suite